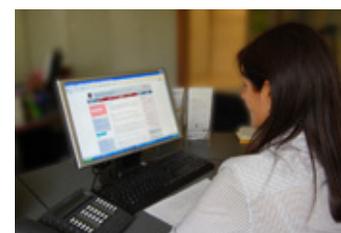
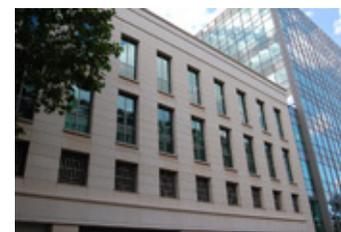


# L'évaluation macroéconomique de l'activité dissimulée

---

Ronan Mahieu  
Département des comptes nationaux



# Plan

---

Le champ couvert par l'estimation macroéconomique de l'activité dissimulée en comptabilité nationale

L'activité dissimulée des entreprises non financières: sources, méthodes et estimations

La fraude des entreprises ayant une existence légale

L'activité clandestine

L'intégration de la fraude dans les comptes: production, valeur ajoutée et emploi

L'activité dissimulée des ménages en tant qu'employeurs

# Le champ couvert

---

Objectif: assurer que la comptabilité nationale intègre l'ensemble de l'activité économique sur le territoire résident

Or la comptabilité nationale repose beaucoup sur des sources administratives (notamment fiscales)

=> nécessite de corriger les données sources d'une évaluation du montant de l'activité dissimulée aux administrations

Toutefois il n'est pas nécessaire d'appliquer une correction pour certains secteurs

Administrations publiques

Banque et assurance (du fait du poids de la régulation qui fait qu'il est difficile de tricher sur son volume d'activité)

Secteurs pour lesquels la production est mesurée directement par l'appareil statistique (les sources fiscales ne sont pas mobilisées)

Cas de l'agriculture (estimation via les données du SSM Agriculture)

Cas des services de logement (estimation via l'enquête Logement)...

# Le champ couvert

---

On évalue donc l'activité dissimulée par:

- les entreprises non financières (ENF) hors agriculture, logement et action sociale

**Attention:** les chiffres avancés retracent uniquement les corrections statistiques à apporter aux estimations spontanées, elles ne retracent pas l'ensemble de la dissimulation d'activité

Par exemple, ces chiffres ne comprennent pas la dissimulation d'activités agricoles ou la sous-déclaration de leurs revenus locatifs par les propriétaires-bailleurs

- les ménages en tant qu'employeurs

# L'activité dissimulée des ENF

---

## 1. La fraude des entités (sociétés ou entrepreneurs individuels) ayant une existence légale

Extrapolation des résultats des contrôles fiscaux menés sur les exercices 2004-2006 à l'ensemble des entreprises en activité

### Plusieurs écueils:

- il convient d'ignorer la part de la fraude fiscale détectée qui ne correspond pas à de l'activité dissimulée

Ex: si une entreprise majeure indûment ses dotations aux provisions, elle réduit son bénéfice taxable, mais cela n'influe pas sur les variables comptables utilisées pour évaluer la valeur ajoutée (chiffre d'affaires, achats, charges externes...)

=> On ne retient que la fraude consistant à dissimuler du chiffre d'affaires ou majorer les achats et charges externes

# L'activité dissimulée des ENF

---

## 1. La fraude des entités (sociétés ou entrepreneurs individuels) ayant une existence légale

### Plusieurs écueils:

- appliquer directement les taux de redressement constatés sur les entreprises contrôlées à l'ensemble des entreprises en activité conduirait à surestimer l'impact de la fraude

les services fiscaux ciblent leurs contrôles sur les entreprises qu'ils jugent les plus susceptibles de frauder

=> approche économétrique reposant sur la modélisation de la probabilité d'être contrôlée en fonction de caractéristiques observables dans les fichiers (taille, ratios comptables de type EBE/VA...)

# L'activité dissimulée des ENF

---

## 1. La fraude des entités (sociétés ou entrepreneurs individuels) ayant une existence légale

Cette exploitation économétrique des résultats des contrôles fiscaux débouche sur une estimation de l'activité dissimulée:

- différenciée par secteur d'activité (138 niveaux)
- différenciée selon le statut société / entrepreneur individuel
- distinguant l'impact de la fraude sur le chiffre d'affaires de celle sur les achats et charges externes

### Limites de l'estimation:

- les services fiscaux ne détectent pas nécessairement toute la fraude des entreprises qu'ils contrôlent

Risque de sous-estimation de l'impact de la fraude sur la mesure de l'activité

- la décision des services fiscaux de contrôler ou non une entreprise peut être guidée par des éléments d'appréciation qui ne figurent pas dans les fichiers fiscaux, de sorte que l'on modélise imparfaitement la probabilité de contrôle

Risque de sur-estimation de l'impact de la fraude sur la mesure de l'activité

# L'activité dissimulée des ENF

---

1. La fraude des entités (sociétés ou entrepreneurs individuels) ayant une existence légale

Correction de +40,7 Md€ de la VA des ENF en 2006 (soit 3,6 % de la VA totale des ENF) dont:

20,0 Md€ (64% sur les EI) au titre de la dissimulation du chiffre d'affaires

20,7 Md€ (37% sur les EI) au titre de la surestimation des achats et charges externes

Les plus gros secteurs contributeurs en termes de dissimulation du chiffre d'affaires:

Construction (+4,3 Md€)

Santé humaine (+2,9 Md€)

Commerce de détail (+2,8 Md€)

Restauration (+2,4 Md€)

etc.

# L'activité dissimulée des ENF

---

## 2. L'activité clandestine (entités sans existence légale)

### Estimation beaucoup plus complexe... et donc très fragile

Correspond en général à la fourniture directe de biens ou services par le producteur au consommateur final

N'étant pas déclarés, ces producteurs ne figurent pas dans les registres des Urssaf ou de la DGFIP

=> estimation ancienne, à pur dire d'expert

Impact sur l'estimation de la VA: +13,4 Md€ (1,2 % de la VA des ENF)

Impact concentré sur des secteurs où le poids des entrepreneurs individuels est élevé

### Les plus gros secteurs contributeurs en termes d'activité clandestine:

Construction (+8,1 Md€)

Enseignement marchand (+1,7 Md€)

Commerce et réparation d'automobiles et motocycles (+1,4 Md€)

Programmation, conseil et autres activités informatiques (+1,1 Md€)

etc.

# L'activité dissimulée des ENF

---

## 3. La prise en compte de l'activité dissimulée des ENF dans le cadre central

### Fraude des entités ayant une existence légale

Fraude sur le chiffre d'affaires supposée associée à du travail au noir : la masse salariale et l'emploi correspondants sont estimés en supposant que la productivité du travail au noir est identique à celle du travail déclaré dans le secteur considéré

On assimile toutefois les travailleurs au noir à des EI clandestins qui vendent leur production à l'entreprise qui fraude sur son chiffre d'affaires

=> le redressement porte sur le revenu mixte et l'emploi non salarié en ETP

=> la part de la VA dissimulée qui ne rémunère pas du travail au noir accroît l'EBE des entreprises fraudeuses

La fraude sur les achats et charges externes est supposée ne correspond pas à du travail dissimulé

# L'activité dissimulée des ENF

---

## 3. La prise en compte de l'activité dissimulée des ENF dans le cadre central

### Activité clandestine

La correction porte intégralement sur le revenu mixte et l'emploi non salarié en ETP

### Les redressements sont des proportions constantes d'une année sur l'autre

Pas de prise en compte des évolutions de l'ampleur du phénomène

# Les ménages en tant qu'employeurs

---

Activités concernées : services domestiques et action sociale (garde d'enfants, aide aux personnes âgées dépendantes)

Estimation fragile (dire d'expert): +2,2 Md€ de VA

Correction appliquée à la masse salariale et à l'emploi salarié en ETP

+180 000 ETP salariés environ

Une modulation (certes fruste) de l'ampleur de la fraude en fonction de l'évolution de la politique sociale et fiscale

Ex: fort relèvement en 2013 suite à

- la suppression de la possibilité de la déclaration au forfait (calcul des cotisations sur la base du Smic et non du salaire horaire déclaré) à compter du 1er janvier 2013
- la forte réduction des avantages sociaux sur les heures supplémentaires intervenue au 1er octobre 2012

# Les ménages en tant qu'employeurs

---

Part de l'emploi non déclaré dans l'emploi total des ménages en tant que producteur de services domestiques

